

Anti-inflation—Loi

constamment le gouvernement pour ses dépenses, mais sauf pour quelques menus détails, ils n'ont pas encore dit comment ils réduiraient de façon importante les dépenses gouvernementales. J'aimerais beaucoup savoir comment cela pourrait se faire et de combien. Je les croirais bien plus volontiers si l'un d'eux se levait dès que j'en aurai terminé pour me donner une liste détaillée des dépenses gouvernementales qui pourraient être réduites et de combien. En attendant, tout ce que l'opposition officielle peut raconter au sujet de la réduction des dépenses gouvernementales n'est que du vent et de la poudre aux yeux.

Permettez-moi de mentionner une de nos provinces à titre d'exemple. Je serais curieux de savoir de combien les conservateurs réduiraient les dépenses de la province du Manitoba dont le budget atteint le milliard de dollars. De ce montant, à peu près 600 millions de dollars sont affectés aux collèges et aux universités, à l'enseignement, à la santé et au bien-être social. Cent millions vont au régime de crédit d'impôt sur la propriété et aux crédits d'impôt rattachés au coût de la vie et les subventions aux municipalités.

Des voix: Oh, oh!

M. Benjamin: J'espère que le député de Provencher (M. Epp) prend des notes car son discours suit immédiatement le mien. Je disais donc que cent millions sont affectés à trois sources de dépenses: les crédits d'impôt sur la propriété, les crédits d'impôt en fonction du coût de la vie et les subventions aux municipalités. Ce qui laisse 300 millions de dollars pour faire marcher tous les autres ministères et programmes provinciaux.

Il est évident que si le gouvernement décide de comprimer les dépenses d'une province, il faudra faire de même des services onéreux comme l'enseignement et l'assurance-maladie. Mes collègues du parti conservateur souhaitent-ils que nous comprimions les dépenses des services sociaux, de l'assurance-maladie, des hôpitaux, des pensions de retraite et des anciens combattants, et le reste? Si oui, j'aimerais bien qu'ils le disent clairement. Ou s'ils veulent réduire brutalement les dépenses gouvernementales du quart ou du tiers du budget total qui reste de chaque province, j'aimerais bien qu'ils me le disent en termes clairs. Si c'est cela qu'ils veulent, et je suis d'accord avec eux sur les secteurs qui seraient visés par les réductions, je finirais même par appuyer leurs idées en matière de lutte contre l'inflation. C'est tout à fait évident, madame l'Orateur, qu'ils ne peuvent le faire.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Le député de Provencher se lève-t-il pour poser une question?

M. Epp: Si le député le permet.

M. Broadbent: Un autre candidat à la direction du parti.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Le député permet-il une question?

M. Benjamin: Bien sûr.

M. Epp: Je me demande si le député pourrait dire pourquoi, malgré tous ces beaux cadeaux que reçoivent les habitants de cet éden socialiste, naguère connu sous le nom de province du Manitoba, nous avons aussi la chance de payer les impôts sur le revenu les plus élevés du Canada?

[M. Benjamin.]

M. Benjamin: Je ne veux pas me disputer avec mon collègue car je ne suis pas au courant des derniers chiffres mais je croyais que la Saskatchewan et Terre-Neuve avaient les impôts les plus élevés. Si le Manitoba dépasse la Saskatchewan, il faudra nous ingénieur à le rattraper. Pour faire un travail convenable et civilisé de redistribution des revenus d'une manière juste et équitable, ce que les députés du parti conservateur ne savent à peu près pas, sinon nullement, faire, je voudrais inviter le député de Provencher à dire à la Chambre comment on réduit les dépenses du gouvernement en réduisant ce lourd impôt personnel sur le revenu au Manitoba et en réduisant les services d'hospitalisation, les soins médicaux, l'assurance-automobile et les services sociaux.

Examinons cette surenchère inflationniste qui détermine l'ensemble de notre système culturel et économique. La théorie des économies concurrentielles part de l'hypothèse que chaque homme, laissé à lui-même, recherche son propre intérêt. L'espoir de réaliser des bénéfices est censé être le mobile premier de la libre entreprise. L'Amérique du Nord est censée être une terre aux possibilités illimitées, le bastion de la libre entreprise où l'homme est supposé être libre de rechercher son propre intérêt, de réaliser des profits, de nourrir l'espoir de devenir millionnaire.

La recherche des profits et la liberté d'entreprise sont censées nous avoir rendus de grands innovateurs dans le domaine de la technique, de l'organisation et de la mise en marché et nous avoir donné le plus haut niveau de vie au monde. Veut-on nous dire, maintenant, que tout cela est faux? Le premier ministre a dit que c'était faux. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a parlé de cette surenchère inflationniste, mais les partis de la libre entreprise nous disent maintenant qu'il ne faut pas y croire. Ces aspirations sont le noyau même de la culture nord-américaine.

● (2050)

Si vous regardez la télévision toute une soirée, combien d'annonces commerciales voyez-vous? 40, 50 ou 60? Que vous dit-on? On nous dit que nous pouvons passer des vacances agréables au soleil de la Jamaïque, on nous vante les services offerts par la compagnie aérienne du Canadien Pacifique; on nous dit que nous pouvons nous enrichir grâce à la Banque de Nouvelle-Écosse; que nous pouvons acheter un nouvel appartement dans une tour à appartements moderne et que nous n'avons pas besoin d'argent comptant parce qu'ils acceptent tous les cartes Chargex, Master Charge ou American Express.

Lorsque nous tournons le bouton de notre appareil de radio, qu'entendons-nous? Nous entendons d'autres annonces publicitaires. Si vous achetez un journal, vous constaterez que la réclame occupe plus d'espace que tout le reste, certainement plus que les nouvelles, et certainement plus que mon discours. En un mot, notre système de radiodiffusion et de télédiffusion est financé par la réclame, tout comme nos journaux et nos revues.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Je crois que le député s'écartera du bill C-73. Voudrait-il faire porter ses observations sur la question à l'étude?